

Brochure n° 3125

**Convention collective nationale**

IDCC : 1586. – **INDUSTRIES CHARCUTIÈRES**  
**(Salaisons, charcuteries, conserves de viandes)**  
**(9<sup>e</sup> édition. – Août 2002)**

ACCORD DU 21 AVRIL 2006  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA GARANTIS  
AU 1<sup>ER</sup> AVRIL ET AU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2006  
NOR : *ASET0650661M*  
IDCC : *1586*

Entre :

La fédération française des industriels charcutiers, traiteurs, transformateurs de viandes,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;

La confédération française de l'encadrement CGC fédération agroalimentaire,

D'autre part,

réunies à Paris le 31 janvier et le 18 avril 2006, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord s'applique aux entreprises ou établissements entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des industries charcutières (salaisons, charcuteries, conserves de viandes).

**Article 2**

*Barème des salaires minima garantis*

Le barème des salaires minima est augmenté comme suit.

a) Augmentation de 1 % au 1<sup>er</sup> avril 2006.

Le nouveau barème au 1<sup>er</sup> avril 2006 s'établit ainsi :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMA MENSUEL GARANTI (151 h 67) base 35 heures
120	1 231,35
125	1 233,25
130	1 235,65
135	1 239,62
140	1 240,85
145	1 248,76
150	1 265,70
155	1 282,95
160	1 302,27
165	1 321,78
170	1 341,46
175	1 365,61
180	1 389,44
185	1 413,77
190	1 437,57
195	1 463,64
200	1 488,83
205	1 515,60
210	1 541,98
215	1 567,35
220	1 593,93
225	1 620,16
230	1 645,90
235	1 672,62
240	1 699,03
245	1 725,95
250	1 753,07
255	1 780,66
260	1 808,11
265	1 835,19

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMA MENSUEL GARANTI (151 h 67) base 35 heures
270	1 862,63
275	1 889,74
280	1 917,68
285	1 945,49
290	1 973,08
295	2 000,34
300	2 027,62
305	2 055,40
310	2 083,01
315	2 110,47
320	2 138,24
325	2 165,86
330	2 193,29
335	2 220,56
340	2 249,05
345	2 276,48
350	2 303,58
400	2 581,08
600	3 687,13
700	4 240,77

b) Augmentation de 0,8 % au 1<sup>er</sup> octobre 2006 avec un minimum de revalorisation, par rapport au barème du 1<sup>er</sup> octobre 2005, de 50 € pour le coefficient 200 et de 60 € pour le coefficient 350.

Le barème au 1<sup>er</sup> octobre 2006 s'établit ainsi :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMA MENSUEL (151 h 67) base 35 heures
120	1 241,20
125	1 243,12
130	1 245,54

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMA MENSUEL (151 h 67) base 35 heures
135	1 249,54
140	1 250,78
145	1 258,75
150	1 275,83
155	1 293,21
160	1 312,69
165	1 332,35
170	1 352,19
175	1 376,53
180	1 400,56
185	1 425,08
190	1 449,07
195	1 475,35
200	1 524,09
205	1 527,72
210	1 554,32
215	1 579,89
220	1 606,68
225	1 633,12
230	1 659,07
235	1 686,00
240	1 712,62
245	1 739,76
250	1 767,09
255	1 794,91
260	1 822,57
265	1 849,87
270	1 877,53
275	1 904,86
280	1 933,02
285	1 961,05
290	1 988,86

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMA MENSUEL (151 h 67) base 35 heures
295	2 016,34
300	2 043,84
305	2 071,84
310	2 099,67
315	2 127,35
320	2 155,35
325	2 183,19
330	2 210,84
335	2 238,32
340	2 267,04
345	2 294,69
350	2 340,77
400	2 601,73
600	3 716,63
700	4 274,70

### Article 3

#### *Effets de la revalorisation du SMIC*

Les parties signataires conviennent des dispositions suivantes au 1<sup>er</sup> octobre 2006 :

- dans l'hypothèse où le SMIC (base 35 heures) au 1<sup>er</sup> juillet 2006 serait supérieur au salaire minima garanti du coefficient 120, son montant remplacera le salaire minima garanti du coefficient 120 ;
- dans l'hypothèse où le SMIC (base 35 heures) au 1<sup>er</sup> juillet 2006 serait également supérieur au salaire minima garanti du coefficient 125, l'écart prévu au 1<sup>er</sup> octobre 2006 entre le coefficient 125 et le coefficient 120 sera ajouté au salaire minima garanti du coefficient 120. Ce résultat constituera le salaire minima garanti du coefficient 125 ;
- dans cette hypothèse, une mise à jour du barème sera effectué par la FICT début octobre et transmise, pour information, aux entreprises et aux délégations syndicales.

### Article 4

#### *Dispositions diverses*

Les parties signataires décident de renouveler pour une durée de 2 années le protocole d'accord relatif à la négociation de branche sur les salaires réels.

A son terme, un bilan sera fait sur son application. Au cours de cette période, il n'y aura pas de recommandation patronale sur les salaires réels diffusée aux entreprises.

Les parties signataires se réuniront le 8 juin 2006 afin d'étudier un projet d'amélioration du régime de prévoyance des salariés et courant octobre afin de réfléchir à une ouverture éventuelle de la grille des salaires minima conventionnels.

Il est rappelé que les classifications de postes de travail doivent être mises en œuvre dans les entreprises à l'aide de la méthode d'évaluation des postes annexée à l'accord national de branche du 28 janvier 1993. Ce système doit être appliqué par l'ensemble des entreprises de la profession, quelle que soit leur taille. Les parties signataires étudieront l'opportunité de réaliser une enquête statistique d'application dudit accord de classification auprès des entreprises.

La prévention des risques professionnels est tout à la fois un facteur de qualité de vie professionnelle pour les salariés et de progrès pour les entreprises. Celles-ci doivent poursuivre et accentuer leurs efforts en matière de réduction du nombre d'accidents du travail et maladies professionnelles (taux de fréquence), en concertation avec les représentants des salariés. Afin de constater les effets de l'accord relatif à la santé et la sécurité dans les industries charcutières du 18 mai 2004, un premier bilan de celui-ci sera présenté début 2007 au cours d'une commission paritaire.

Dans le domaine de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) et la conduite de l'entretien professionnel obligatoire prévu par l'ANI du 5 décembre 2003, l'étude d'un support pratique, accessible par tous, sera mise en œuvre par la branche professionnelle.

## **Article 5**

### *Demande d'extension*

Les parties signataires conviennent de demander au ministère de l'emploi et de la solidarité l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 21 avril 2006.

(Suivent les signatures.)